

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 27. Juli 1990 über die Auflösung der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauförderung und über die Übertragung ihrer Aufgaben, Güter, Rechte und Verpflichtungen auf die Wallonische Region, auf die Flämische Region und auf die Wohnungsbaugesellschaft der Region Brüssel-Hauptstadt;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1.** Die aus der Nationalen Gesellschaft für Ländliche Wohnungsbauförderung zur Wallonischen Region transferierten Güter, Rechte und Forderungen bezüglich Tätigkeiten betreffend des Wohnungswesens werden auf die Regionale Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien übertragen.

**Art. 2.** Der vorliegende Erlaß tritt am 1. Januar 1992 in Kraft.

**Art. 3.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 5. Dezember 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem regionalen öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

VERTALING

N. 92 — 1007

[C — 27161]

**5 DECEMBER 1991. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve  
betreffende de afstand van goederen, rechten en schuldvorderingen  
aan de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 25 oktober 1984 tot instelling van de « Société régionale wallonne du Logement » (Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting);

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juli 1990 betreffende de ontbinding van de Nationale Landmaatschappij en de overdracht van haar taken, goederen, rechten en verplichtingen aan het Vlaamse Gewest, aan het Waalse Gewest en de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

Besluit :

**Artikel 1.** De goederen, rechten en schuldvorderingen overgedragen van de Nationale Landmaatschappij aan Waalse Gewest, welke betrekking hebben tot de huisvesting, worden afgestaan aan de « Société régionale wallonne du Logement ».

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1992.

**Art. 3.** De Minister tot wiens bevoegdheid de Huisvesting behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 december 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

G. LUTGEN

F. 92 — 1008

[C — 27158]

**5 DECEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon  
portant approbation des modifications statutaires de la Société wallonne des Distributions d'Eau**

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 23 avril 1986 portant constitution d'une Société wallonne des Distributions d'Eau, modifié par le décret du 25 juillet 1991, notamment l'article 3, § 2;

Vu la loi du 20 juillet 1991 portant des dispositions sociales et diverses, notamment les articles 100 et suivants;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 décembre 1986 portant approbation des modifications statutaires de la Société wallonne des Distributions d'Eau;

Vu l'expédition de la décision de modification des statuts adoptée par l'assemblée générale extraordinaire de la Société wallonne des Distributions d'Eau lors de sa réunion du 12 novembre 1991;

Sur la proposition du Ministre des Affaires Intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

Arrête :

**Article 1er.** Les modifications aux statuts de la Société wallonne des Distributions d'Eau telles qu'elles sont fixées dans la décision de l'assemblée générale extraordinaire de ladite Société lors de sa réunion du 12 novembre 1991, et ci-après reproduites en annexe, sont approuvées.

Art. 2. Le Ministre, Membre de l'Exécutif, qui a l'Eau dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 5 décembre 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures,  
chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. VAN der BIEST

Annexe

SOCIETE WALLONNE DES DISTRIBUTIONS D'EAU

Société civile ayant emprunté la forme d'une société coopérative à responsabilité limitée

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 12 novembre 1991 à Verviers  
(point 2 de l'ordre du jour)*

L'assemblée générale extraordinaire adopte, à l'unanimité, les modifications statutaires telles qu'amendées en séance, proposées par le conseil d'administration et relatives aux articles 1<sup>er</sup>, 2, 3bis (nouveau), 4, 4bis (nouveau), 5, 6, 9, 12, 13, 14, 17, 18, 30, 40, 40bis (nouveau), 41, 42 et 42bis (nouveau).

Le secrétaire,  
M. Deconinck.

STATUTS DE LA SOCIETE WALLONNE DES DISTRIBUTIONS D'EAU  
(Extraits)

Article 1er. § 1er. Il est fondé, sous forme de société coopérative à responsabilité limitée, entre la Région wallonne, les provinces, les communes, les intercommunales, les centres publics d'aide sociale et les personnes de droit privé qui détiennent des parts sociales de la Société nationale des Distributions d'Eau et qui relèvent de la Région wallonne ou qui adhéreront aux présents statuts, une association sous la dénomination de Société wallonne des Distributions d'Eau.

Son siège social est établi à Verviers, rue de la Concorde 41.

§ 2. Les directions décentralisées sont établies par le conseil d'administration. Il est dérogé à l'article 4 des lois sur les sociétés commerciales.

Art. 2. La Société a pour objet :

1° l'étude, l'établissement et l'exploitation de services publics de production, d'adduction et de distribution d'eau par canalisation en Région wallonne;

2° l'étude et l'établissement de réseaux d'adduction et de distribution d'eau en dehors de la Région wallonne pour compte de tiers;

3° toute mission technique dont l'Exécutif détermine la nature et les modalités d'exercice permettant à la Région wallonne d'arrêter le nombre d'unités de charge polluante nécessaire au calcul de la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques;

4° la prise de participation dans des organismes ou sociétés publics ou privés, existants ou à créer, belges, étrangers ou internationaux, qui peuvent contribuer directement ou indirectement à la réalisation de son objet moyennant autorisation de l'Exécutif régional wallon;

5° l'exploitation industrielle et commerciale d'installations de production et d'adduction d'eau pour le compte de tiers;

6° la fourniture d'eau à des distributeurs qui ne sont pas affiliés, y compris à des distributeurs qui desservent un territoire situé en dehors de la Région wallonne.

Elle peut accomplir toutes opérations se rattachant à son objet.

Art. 3bis. La Société tient, au siège social, un registre que les associés peuvent consulter sur place et qui indique pour chacun d'eux :

1° ses nom, prénoms, ou sa dénomination et domicile;

2° la date de son admission, de sa démission ou de son exclusion;

3° le nombre de parts sociales dont il est titulaire ainsi que les souscriptions de parts nouvelles, les remboursements de parts, les cessions de parts, avec leur date;

4° le montant des versements effectués et les sommes retirées en remboursement des parts.

Le directeur général est chargé des inscriptions.

Les inscriptions s'effectuent sur la base de documents probants qui sont datés et signés. Elles s'effectuent dans l'ordre de leur date.

Une copie des mentions les concernant, figurant au registre des sociétaires, est délivrée par le directeur général aux titulaires qui en font la demande écrite. Ces copies ne peuvent servir de preuve à l'encontre des mentions portées au registre des sociétaires.

Art. 4. Sans préjudice de l'article 19 du décret du 23 avril 1986 portant constitution de la S.W.D.E. le capital social se compose de parts A et de parts B souscrites dans autant de séries de parts qu'il y a de services distincts de production, d'adduction et de distribution d'eau ou dont l'objet est indispensable à la réalisation des missions définies à l'article 2 des présents statuts; ces parts peuvent être souscrites par la Région, les provinces, les intercommunales, les communes, les centres publics d'aide sociale et les personnes de droit privé.

Les associés ne sont passibles des dettes sociales qu'à concurrence de leurs apports. Il est dérogé à l'article 147ter des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Le capital social est illimité.

Art. 4bis. Quelle que soit la proportion des apports des diverses parties à la constitution du fonds social, la Région, les provinces et les communes disposent toujours de la majorité des voix dans les différents organes de gestion et de contrôle de la Société.

Art. 5. § 1er. Le fonds social minimum est fixé à dix milliards de francs.

Le fonds social initial est fixé à 15 341 555.000 francs.

Le capital social est représenté par des parts « A » nominatives de mille francs chacune et par des parts « B » nominatives d'un million de francs chacune.

Un nombre de parts sociales correspondant au capital minimum devra à tout moment être intégralement souscrit et libéré.

§ 2. Les apports en nature ne peuvent être rémunérés par des parts représentatives du capital social que s'ils consistent en éléments d'actifs susceptibles d'évaluation économique, à l'exclusion des actifs constitués par des engagements concernant l'exécution de travaux ou la prestation de services.

Il est dérogé aux articles 147bis, § 2, 147quater et 147sexies des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Art. 6. En ce qui concerne les parts A afférentes à chaque service, les versements se font aux dates fixées par le conseil d'administration, moyennant préavis d'un mois, sauf la faculté pour la Région, les provinces, les communes et les intercommunales de se libérer de leurs souscriptions par annuités.

Les titres des annuités souscrites sont immédiatement remis à la Société. Ils sont inaliénables.

Art. 9. Les parts sociales « A » ne peuvent être cédées qu'à des provinces, communes ou intercommunales associées moyennant l'autorisation du conseil d'administration.

Les parts sociales « B » ne peuvent être cédées qu'à des associés moyennant l'autorisation du conseil d'administration. Toutefois, lorsque ces parts sont entièrement libérées et que, par le biais de l'attribution du dividende, le souscripteur a récupéré la totalité des montants définis dans les conditions de libération de ces parts, elles sont remises d'office à la disposition du conseil d'administration qui, sur avis du comité consultatif du service concerné, les répartit entre les communes et intercommunales, associées du service concerné.

Art. 12. Tout associé nouveau doit, dès son admission, verser sur le montant de sa participation en parts « A » une somme proportionnellement égale aux versements appelés sur la part dans le capital « A » des autres associés du service dont il fera partie.

Les conditions de libération des parts « B » souscrites par un nouvel associé sont fixées par le conseil d'administration.

Art. 13. Toute demande de démission d'un associé est soumise au conseil d'administration sur avis du comité consultatif du service dont l'intéressé fait partie.

La décision du conseil d'administration est motivée et doit être approuvée par l'Exécutif.

En cas de refus, l'associé demandeur dispose d'un recours auprès de l'Exécutif.

Par dérogation à l'article 153 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, le montant de la part à restituer au démissionnaire sera fixé par le conseil d'administration, après avis du comité consultatif du service.

Toutefois, est réputé démissionnaire d'office, l'associé, détenteur de parts « B », dont la totalité des parts a été remise à la disposition du conseil d'administration en application de l'article 9 des présents statuts.

Art. 14. Quand un associé ne remplit pas les obligations qu'il a contractées à l'égard de la Société, son exclusion peut être prononcée par une décision motivée du conseil d'administration, sur avis du comité consultatif du service auquel il appartient et sous réserve d'approbation par l'assemblée générale, sauf recours, par l'associé exclu, à l'Exécutif.

Par dérogation à l'article 153 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, le montant de la part à restituer à l'associé exclu est fixé par le conseil d'administration après avis du comité consultatif.

Il est dérogé à l'article 152 des lois coordonnées.

Art. 17. § 1er. Les membres du conseil d'administration sont nommés et peuvent être révoqués pour moitié dont le président par l'Exécutif, et pour moitié par l'assemblée générale des associés à l'exclusion de la Région.

§ 2. Six administrateurs, au moins, sont désignés parmi les bourgmestres, échevins, conseillers communaux, présidents et membres des conseils de l'aide sociale des C.P.A.S. des communes associées.

§ 3. Le conseil d'administration désigne un premier vice-président et un second vice-président parmi ses membres.

§ 4. Le mandat du président, des vice-présidents et des autres administrateurs est d'une durée de six ans; il peut être renouvelé indéfiniment pour le même terme.

§ 5. Tous les trois ans, et pour la première fois, trois ans après la première assemblée générale ordinaire, six membres du conseil dont trois à la nomination de l'Exécutif, et trois à la nomination de l'assemblée, cessent leurs fonctions. Un tirage au sort déterminera, la première fois, l'ordre de sortie.

§ 6. En cas de vacance d'une des places d'administrateur à la nomination de l'assemblée générale, le conseil d'administration peut pourvoir provisoirement à la vacance; l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

§ 7. Celui qui est appelé à remplacer le président, un vice-président ou un administrateur avant l'expiration du mandat de celui-ci, achève le mandat interrompu.

§ 8. L'administrateur qui est, en outre, conseiller communal ou conseiller de l'aide sociale, et qui perdrait cette qualité, est démissionnaire d'office et remplacé lors de la première assemblée générale qui suit la perte de cette qualité.

§ 9. Le conseil d'administration peut autoriser des observateurs à assister avec voix consultative aux séances du conseil moyennant l'accord de l'assemblée générale des associés.

Art. 18. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer et administrer la Société. Tout ce qui n'est pas expressément réservé par les statuts à l'assemblée générale est de sa compétence.

Outre les pouvoirs qui lui sont expressément conférés par les statuts, il pourvoit à toutes les affaires sociales, notamment :

Il fixe le capital afférent à l'établissement de chaque service;

Il décide de la création de parts nouvelles des catégories « A » et « B »;

Il décide de l'établissement, la reprise et l'extension des services de distribution d'eau ainsi que, sur l'avis conforme des comités consultatifs intéressés, la fusion de leurs services;

Il acquiert et aliène tous biens, meubles et immeubles; il fait tous traités, achats et marchés pour l'établissement et l'exploitation des services créés ou à créer;

Il fait les emprunts et les émissions d'obligations; il fournit les garanties pour sûreté des engagements contractés par la Société et accepte les garanties offertes pour sûreté des engagements pris envers elle;

Il détermine le placement des fonds disponibles et dispose des fonds mis en dépôt ou en compte courant;

Il arrête les règlements relatifs à l'organisation des services ainsi que les règlements d'administration ou d'ordre intérieur;

Il fixe et modifie les tarifs;

Il crée les comités techniques et autres qui lui paraissent nécessaires;

Il nomme, suspend et révoque tous agents et employés, fixe leurs traitements, salaires et gratifications et peut déterminer leurs attributions et affectations;

Il propose à l'Exécutif le cadre ainsi que le statut administratif et pécuniaire des agents;

Il autorise toutes actions judiciaires;

Il traite, transige et compromet sur tous les intérêts de la société;

Il reçoit toutes sommes et valeurs revenant à la Société; il renonce à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires et donne main levée de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements, sans avoir à justifier d'aucun paiement;

Il provoque les déclarations d'utilité publique et poursuit les expropriations, au nom de la Société, moyennant l'autorisation préalable de l'Exécutif;

Chaque année, il dresse un inventaire et établit les comptes annuels et un rapport de gestion dans les formes prescrites par l'article 77 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et transmet à l'Exécutif ou au membre que celui-ci délègue à cette fin un rapport sur les opérations et la situation de la Société. Le dernier bilan y est joint;

Il fixe le montant des indemnités et jetons de présence éventuels des délégués des associés dans les comités consultatifs et à l'assemblée générale;

Il prend toutes dispositions en rapport avec l'article 2, 2<sup>o</sup>, des présents statuts;

Il prend toutes les décisions utiles à l'exploitation industrielle et commerciale pour compte de tiers des installations de production, d'adduction et de distribution d'eau qui sont confiées à la S.W.D.E.;

Il décide lors de chaque émission de parts « B » de quels avantages jouiront ces parts;

Il décide des prises de participation dans le capital d'organismes ou sociétés publiques ou privés qui peuvent contribuer directement ou indirectement à l'objet social de la S.W.D.E.;

Il soumet chaque année à l'assemblée générale des associés un rapport sur l'état des participations citées ci-avant;

Il désigne ses représentants au sein des organes de direction, d'administration ou de contrôle des organismes, sociétés ou régies dont la S.W.D.E. assure la gestion ou dans le capital desquels elle a pris une participation;

Il assure la bonne fin des missions techniques qui sont confiées à la S.W.D.E. par la Région wallonne;

Il fixe, en vue de l'application des articles 6 et 42 des présents statuts, le taux d'intérêt ainsi que le nombre d'années à prendre comme base pour le calcul des annuités souscrites par la Région, les provinces, les communes et les intercommunales;

Il fixe également le taux et le nombre d'années à prendre comme base pour le calcul de l'annuité fictive afférente aux versements effectués en libération des parts « A » par les communes et les intercommunales ou en leur lieu et place.

Art. 30. Il est créé, pour chaque service en exploitation, un comité consultatif présidé par un délégué du conseil d'administration et composé des associés détenteurs de parts sociales A et B, à l'exclusion de la Région et des provinces.

Le fonctionnement de ces comités est fixé par un règlement du conseil d'administration approuvé par l'assemblée générale.

Chaque comité se réunit au moins une fois par an pour examiner les comptes annuels.

Tous les comités du ressort d'une même direction décentralisée sont réunis au moins une fois par an en assemblée commune. Lorsque la compétence du service s'étend à l'ensemble de la Société, le comité consultatif précède la réunion de l'assemblée générale ordinaire au même endroit.

Sont soumis obligatoirement à l'avis de ce comité :

- 1<sup>o</sup> tout projet d'extension, de réduction ou de modification du service;
- 2<sup>o</sup> tout projet de fusion d'un service avec un ou plusieurs autres;
- 3<sup>o</sup> tout projet de modification des tarifs de vente de l'eau;
- 4<sup>o</sup> la limitation et l'utilisation du fonds de prévision du service;
- 5<sup>o</sup> toute proposition d'admission d'un nouveau membre qui ferait éventuellement partie du service;
- 6<sup>o</sup> toute demande de démission ou toute proposition d'exclusion d'un associé qui fait partie du service;
- 7<sup>o</sup> tout programme de travaux intéressant le service.

Art. 40. § 1<sup>er</sup>. Chaque service de production, d'adduction ou de distribution d'eau et chacune des autres activités font l'objet de comptes séparés dans la comptabilité sociale.

§ 2. La quote-part dans les frais généraux de chaque activité autre que de production, d'adduction et de distribution d'eau, est fixée conventionnellement ou, à défaut, par le conseil d'administration.

§ 3. Après déduction des montants déterminés au § 2, les frais généraux sont répartis entre les différents services de production, d'adduction et de distribution d'eau au prorata du montant des capitaux investis dans les travaux d'établissement, d'extension et d'amélioration du service, affecté d'un coefficient de réévaluation, fixé annuellement par le conseil d'administration.

Art. 40bis. La rémunération des parts sociales B, telle qu'arrêtée par le conseil d'administration, figure en dépense du compte d'exploitation du service concerné.

Lorsque le capital d'un service est constitué uniquement de parts B, la rémunération de ce capital est répartie entre les services selon les mêmes critères que les frais généraux, sauf si une convention approuvée par le conseil d'administration en décide autrement.

Art. 41. Si le compte d'un service de production, d'adduction ou de distribution d'eau est clôturé par un solde négatif, celui-ci doit être apuré en espèces par les souscripteurs de parts sociales A de ce service, à l'exclusion de la Région et des provinces.

Il est dérogé à l'article 1855, alinéa 2, du Code civil et à l'article 144 in fine des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Dans les services de production et d'adduction, le montant à apurer est réparti parmi les associés communaux et intercommunaux proportionnellement aux quantités d'eau fournies pendant l'exercice écoulé.

Dans les services de distribution, le montant à apurer est réparti parmi les associés communaux et intercommunaux proportionnellement aux quantités d'eau consommées sur leur territoire respectif.

Il doit être payé dans les deux mois à partir de la présentation du compte par la Société.

Lorsque le compte d'une activité autre que de production, d'adduction ou de distribution d'eau se clôture par un solde négatif, ce dernier est pris en charge par les frais généraux, à moins qu'il n'en ait été décidé autrement dans une convention approuvée par le conseil d'administration.

Art. 42. Après déduction des dépenses, l'excédent des recettes de chaque service de production, d'adduction et de distribution d'eau servira à :

1. Constituer à concurrence du 1/20<sup>e</sup> de cet excédent la réserve commune à tous les services. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint le dixième du capital social.

2. Distribuer un dividende aux détenteurs de parts A de ce service sauf à la Région et aux provinces, à moins qu'il ne s'agisse de parts souscrites temporairement par ces pouvoirs publics en lieu et place des communes dont l'adhésion n'a pu être immédiatement obtenue.

Le dividende sera calculé au prorata des charges financières supportées par chaque associé détenteur de parts A pendant l'exercice concerné. Le conseil d'administration peut, pour ce calcul, transformer en une annuité fictive tout versement en espèces en libération de parts. Le conseil d'administration peut également prendre en considération les charges financières des emprunts contractés par une commune associée pour la production et la distribution d'eau.

Toutefois, le dividende ne pourra dépasser pour les communes et les intercommunales ou pour les parts souscrites à la décharge des communes par la Région ou les provinces, la somme correspondant à l'intérêt et à l'amortissement des versements effectués ou le montant de l'annuité souscrite. Il cessera d'être distribué lorsque l'amortissement de leurs parts sociales sera complètement effectué.

Pour les centres publics d'aide sociale et les personnes de droit privé, le dividende ne pourra dépasser 4 % des versements effectués en libération de parts A.

3. Si, après cette répartition, il reste un excédent et si, pour un exercice antérieur, le dividende attribué aux associés est resté inférieur aux limites fixées au § 2, l'assemblée générale pourra affecter l'excédent, sur proposition du conseil d'administration, et après avis du comité consultatif concerné, à concurrence de la moitié au maximum, au paiement d'un dividende supplémentaire pour l'exercice concerné, sans que les limites légales puissent être dépassées.

Le cas échéant, le dividende supplémentaire est réparti entre les associés du service au prorata des charges financières passées non couvertes sans tenir compte des charges financières de l'exercice.

Le surplus sera affecté à la formation, pour chaque service, d'un fonds de prévision.

Le plafond du fonds de prévision sera fixé par le conseil d'administration, après avis du comité consultatif du service.

4. Lorsque le maximum du fonds de prévision est atteint, le surplus du service est ristourné aux communes, aux intercommunales et aux personnes de droit privé qui sont clients de ce service, sur proposition du conseil d'administration et après avis du comité consultatif concerné.

Art. 42 bis. Après prélèvement de la réserve légale, le solde bénéficiaire des comptes des activités autres que de production, d'adduction ou de distribution d'eau, est affecté à la couverture éventuelle des déficits antérieurs pris en charge par les frais généraux conformément à l'article 41. Le surplus est affecté à un fonds de développement dont l'utilisation est décidée par l'assemblée générale des associés sur proposition du conseil d'administration.

#### ÜBERSETZUNG

D. 92 — 1008

[S-C — 27158]

#### 5. DEZEMBER 1991. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Genehmigung der Abänderungen der Satzungen der Wallonischen Wasserversorgungsgesellschaft

Aufgrund des Dekrets vom 23. April 1986 zur Gründung einer Wallonischen Wasserversorgungsgesellschaft, insbesondere des Artikels 3 § 2;

Aufgrund des Gesetzes vom 20. Juli 1991, das soziale und verschiedene Bestimmungen enthält, insbesondere der Artikel 160 und folgenden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Dezember 1986 zwecks Genehmigung der Abänderungen der Satzungen der Wallonischen Wasserversorgungsgesellschaft;

Aufgrund der Ausfertigung des Beschlusses über die Abänderung der Satzungen, den die außerordentliche Generalversammlung der Wallonischen Wasserversorgungsgesellschaft in ihrer Sitzung vom 12. November 1991 genehmigt hat;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezugschußen Arbeiten und dem Wasser für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1.** Die Abänderungen der Satzungen der Wallonischen Wasserversorgungsgesellschaft, so wie sie im Beschluß der außerordentlichen Generalversammlung der besagten Gesellschaft in ihrer Sitzung vom 12. November 1991 festgelegt worden sind und nachstehend wiedergegeben werden, werden hiermit genehmigt.

**Art. 2.** Der Minister, Mitglied der Exekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, ist mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 5. Dezember 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem regionalen öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden,  
den Bezugschußen Arbeiten und dem Wasser für die Wallonische Region,

A. VAN der BIEST

## Anlage

## WALLONISCHE WASSERVERSORGUNGSGESELLSCHAFT

Gesellschaft des Bürgerlichen Rechts,  
die die Form einer Genossenschaft mit beschränkter Haftung angenommen hat

*Auszug aus dem Protokoll der außerordentlichen Generalversammlung vom 12. November 1991 in Verviers  
(Punkt 2 des Tagesordnung)*

Die außerordentlichen Generalversammlung nimmt die vom Verwaltungsrat vorgeschlagenen Abänderungen der Satzungen in bezug auf die Artikel 1, 2, 3bis (neu), 4, 4bis (neu), 5, 6, 9, 12, 13, 14, 17, 18, 30, 40, 40bis (neu), 41, 42 und 42bis (neu), so wie sie in der Sitzung geändert worden sind, einstimmig an.

Der Sekretär,  
M. Deconinck.

SATZUNGEN DER WALLONISCHEN WASSERVERSORGUNGSGESELLSCHAFT  
(Auszüge)

Artikel 1. § 1. Zwischen der Wallonischen Region, den Provinzen, den Gemeinden, den Interkommunalen, den öffentlichen Sozialhilfezentren und den privatrechtlichen Personen, die Gesellschaftsanteile der Nationalen Wasserversorgungsgesellschaft besitzen und die von der Wallonischen Region abhängen oder die den vorliegenden Satzungen zustimmen werden, wird eine Vereinigung gegründet, die den Namen « Wallonische Wasserversorgungsgesellschaft » trägt. Sie hat die Form einer Genossenschaft mit beschränkter Haftung.

Ihr Gesellschaftssitz befindet sich in Verviers, rue de la Concorde 41.

§ 2. Die dezentralisierten leitenden Organe werden vom Verwaltungsrat bestimmt. Es wird von Artikel 4 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften abgewichen.

Art. 2. Die Gesellschaft hat folgende Aufgaben :

- 1° die Analyse, die Errichtung und die Bewirtschaftung von öffentlichen Diensten für Wassergewinnung, -zufuhr und für Wasserversorgung durch Kanalisationen in der Wallonischen Region;
- 2° die Analyse und die Errichtung von Wasserzuführungs- und Verteilungsnetzen außerhalb der Wallonischen Region für Rechnung von Dritten;
- 3° jegliche fachbezogene Aufgabe, deren Art und Ausführungsmodalitäten die Exekutive bestimmt und die der Wallonischen Region ermöglicht, die Anzahl Belastungseinheiten festzusetzen, die zur Berechnung der Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern erforderlich ist;
- 4° die Beteiligung an bestehenden oder zu gründenden belgischen, ausländischen oder internationalen öffentlichen oder privaten Einrichtungen bzw. Gesellschaften, die direkt oder indirekt zu der Erfüllung ihres Zwecks beitragen können, wenn sie die Genehmigung der Wallonischen Regionalexekutive erhalten hat;
- 5° die industrielle und kommerzielle Betreibung von Wassergewinnungs- und -zufuhranlagen für Rechnung von Dritten;
- 6° die Belieferung der nichtangeschlossenen Verteiler mit Wasser, einschließlich der Verteiler, die ein Gebiet außerhalb der Wallonischen Region versorgen.

Art. 3bis. Die Gesellschaft führt am Gesellschaftssitz ein Register, das die Gesellschafter vor Ort einsehen können und das für jeden von ihnen folgendes angibt :

- 1° seinen Namen, seine Vornamen bzw. seine Benennung und seinen Wohnsitz;
- 2° das Datum seiner Aufnahme, seines Rücktritts bzw. seines Ausschlusses;
- 3° die Anzahl Gesellschaftsanteile, die er besitzt, sowie die Zeichnungen neuer Anteile, die Rückzahlungen von Anteilen, die Abtretungen von Anteilen mit ihrem jeweiligen Datum;
- 4° den Betrag der vorgenommenen Einzahlungen und die als Rückzahlung der Anteile abgehobenen Summen.

Der Generaldirektor ist mit den Eintragungen beauftragt.

Die Eintragungen erfolgen auf der Grundlage der datierten und unterzeichneten Beweisstücke. Sie erfolgen in der Reihenfolge ihres Datums.

Der Generaldirektor händigt den Inhabern eine Kopie der sie betreffenden Vermerke, die im Register der Gesellschafter aufgeführt sind, aus, wenn sie dies schriftlich beantragen. Diese Kopien können im Gegensatz zu den im Register der Gesellschafter eingetragenen Vermerken als Beweisstücke dienen.

Art. 4. Unbeschadet des Artikels 19 des Dekrets vom 23. April 1986 zur Gründung der W.W.V.G. besteht das Gesellschaftskapital aus A-Anteilen und B-Anteilen, die in so vielen Serien von Anteilen gezeichnet worden sind, wie es verschiedene Wassergewinnungs-, Wasserzufuhr- und Wasserversorgungsdienste, deren Gegenstand zur Erfüllung der in Artikel 2 der vorliegenden Satzungen bestimmten Aufgaben unerlässlich ist, gibt; diese Anteile können von der Region, den Provinzen, den Interkommunalen, den Gemeinden, den öffentlichen Sozialhilfezentren und den privatrechtlichen Personen gezeichnet werden.

Die Gesellschafter können bis zur Höhe ihrer Einlagen mit den Schulden der Gesellschaft belegt werden. Es wird von Artikel 147ter der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften abgewichen.

Das Gesellschaftskapital ist unbegrenzt.

Art. 4bis. Die Region, die Provinzen und die Gemeinden verfügen immer über die Stimmenmehrheit in den verschiedenen Verwaltungs- und Kontrollorganen der Gesellschaft, ungeachtet des Umfangs der Einlagen der verschiedenen Parteien bei der Bildung des Gesellschaftskapitals.

Art. 5. § 1. Das minimale Grundkapital der Gesellschaft ist auf zehn Milliarden Franken festgelegt. Das Grundkapital der Gesellschaft ist auf 15 341 555 000 Franken festgelegt. Das Gesellschaftskapital besteht aus Namensanteilen « A » von jeweils tausend Franken und aus Namensanteilen « B » von jeweils einer Million Franken. Eine Anzahl Gesellschaftsanteile, die dem Mindestkapital entspricht, muß jederzeit ganz gezeichnet und eingezahlt werden.

§ 2. Für Sacheinlagen dürfen nur dann Anteile, die das Gesellschaftskapital darstellen, als Gegenleistung gewährt werden, wenn sie aus Aktivposten zusammengesetzt sind, die wirtschaftlich geschätzt werden können; dies gilt nicht für die Aktiva, die aus Verpflichtungen in bezug auf die Ausführung von Arbeiten oder die Dienstleistung bestehen. Es wird von den Artikeln 147 bis § 2, 147 quater und 147 sexies der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften abgewichen.

Art. 6. Was die A-Anteile betrifft, die auf jeden Dienst entfallen, so werden diese an den vom Verwaltungsrat festgelegten und einen Monat im voraus mitgeteilten Daten eingezahlt, unter Vorbehalt der Möglichkeit für die Region, die Provinzen, die Gemeinden und die Interkommunalen, sich durch Annuitäten von ihren Zeichnungen zu befreien. Die Scheine für die gezeichneten Annuitäten werden der Gesellschaft sofort übermittelt. Sie sind unveräußerlich.

Art. 9. Die Gesellschaftsanteile « A » können nur mit der Erlaubnis des Verwaltungsrates an assoziierte Provinzen, Gemeinden oder Interkommunalen abgetreten werden.

Die Gesellschaftsanteile « B » können nur mit der Erlaubnis des Verwaltungsrates an Gesellschafter abgetreten werden. Wenn diese Anteile jedoch voll eingezahlt werden und der Zeichner auf dem Umweg über die Ausschüttung der Dividende die Gesamtheit der in den Bedingungen für die Einzahlung dieser Anteile bestimmten Beträge wiedererlangt hat, werden sie automatisch wieder dem Verwaltungsrat zur Verfügung gestellt, und dieser verteilt sie aufgrund des Gutachtens des beratenden Komitees des betreffenden Dienstes unter die assoziierten Gemeinden und Interkommunalen des betreffenden Dienstes.

Art. 12. Jeder neue Gesellschafter muß ab seiner Aufnahme auf den Betrag seiner Beteiligung an A-Anteilen eine Summe einzahlen, die den Teilzahlungen proportional ist, die auf den Anteil der anderen Gesellschafter des Dienstes, zu dem er gehört, am A-Kapital eingefordert worden sind.

Die Bedingungen für die Einzahlung der von einem neuen Gesellschafter gezeichneten B-Anteile werden vom Verwaltungsrat bestimmt.

Art. 13. Jedes Rücktrittsgesuch eines Gesellschafters wird dem Verwaltungsrat vorgelegt nach Stellungnahme des beratenden Komitees des Dienstes, zu dem der Betreffende gehört. Der Beschluß des Verwaltungsrates muß mit Gründen versehen sein und muß von der Exekutive genehmigt werden. Im Falle einer Ablehnung kann der antragstellende Gesellschafter ein Rechtsmittel bei der Exekutive einlegen.

In Abweichung von Artikel 153 der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften wird der Betrag des Anteils, der dem ausgeschiedenen Gesellschafter zurückzuzahlen ist, nach Stellungnahme des beratenden Komitees des Dienstes vom Verwaltungsrat festgelegt.

Man geht jedoch davon aus, daß ein Gesellschafter von Amis wegen zurücktritt, wenn die Gesamtheit seiner B-Anteile in Anwendung von Artikel 9 der vorliegenden Satzungen dem Verwaltungsrat wieder zur Verfügung gestellt worden ist.

Art. 14. Wenn ein Gesellschafter die Verbindlichkeiten, die er der Gesellschaft gegenüber eingegangen ist, nicht erfüllt, kann sein Ausschluß aufgrund des Gutachtens des beratenden Komitees des Dienstes, zu dem er gehört, und unter Vorbehalt der Genehmigung der Generalversammlung durch einen mit Gründen versehenen Beschluß des Verwaltungsrates ausgesprochen werden, es sei denn, der ausgeschlossene Gesellschafter legt ein Rechtsmittel bei der Exekutive ein.

In Abweichung von Artikel 153 der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften wird der Betrag des Anteils, der dem ausgeschlossenen Gesellschafter zurückzuzahlen ist, nach Stellungnahme des beratenden Komitees vom Verwaltungsrat festgelegt.

Es wird von Artikel 152 der koordinierten Gesetze abgewichen.

Art. 17. § 1. Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden zur Hälfte, darunter der Vorsitzende, von der Exekutive und zur Hälfte von der Generalversammlung der Gesellschafter, mit Ausnahme der Region, ernannt und können auch so abgesetzt werden.

§ 2. Mindestens sechs Verwalter werden unter den Bürgermeister, Schöffen, Gemeinderatsmitgliedern, Präsidenten und Mitgliedern der Sozialhilferäte der OSHZ der assoziierten Gemeinden bestellt.

§ 3. Der Verwaltungsrat bestellt einen ersten Vizevorsitzenden und einen zweiten Vizevorsitzenden unter seinen Mitgliedern.

§ 4. Das Mandat des Vorsitzenden, der Vizevorsitzenden und der anderen Verwaltungsratsmitglieder dauert sechs Jahre; es kann für die gleiche Dauer unbegrenzt verlängert werden.

§ 5. Alle drei Jahre und, zum ersten Mal, drei Jahre nach der ersten ordentlichen Generalversammlung scheidet sechs Ratsmitglieder aus ihrem Amt aus, und zwar drei bei der Einsetzung der Exekutive und drei bei der Einsetzung der Versammlung. Beim ersten Mal wird das Los die Reihenfolge des Abgangs bestimmen.

§ 6. Wenn eine Stelle als Verwaltungsratsmitglied bei der Einsetzung der Generalversammlung frei wird, kann der Verwaltungsrat die offene Stelle vorläufig besetzen; die endgültige Wahl nimmt die Generalversammlung bei ihrer ersten Sitzung vor.

§ 7. Derjenige, der den Vorsitzenden, einen Vizevorsitzenden oder ein Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf dessen Mandats ersetzen soll, beendet das abgebrochene Mandat.

§ 8. Das Verwaltungsratsmitglied, das ebenfalls Gemeinderatsmitglied oder Mitglied des Sozialhilferates ist und das diese Eigenschaft verlieren sollte, scheidet von Amis wegen aus und wird bei der ersten Generalversammlung, die dem Verlust dieser Eigenschaft folgt, ersetzt.

§ 9. Der Verwaltungsrat kann Beobachtern erlauben, mit beraten der Stimme an den Sitzungen des Rates teilzunehmen, sofern die Generalversammlung der Gesellschafter damit einverstanden ist.

Art. 18. Der Verwaltungsrat hat die weitgehendsten Befugnisse bei der Führung und der Verwaltung der Gesellschaft. Alles, was die Satzungen nicht ausdrücklich der Generalversammlung vorbehalten, fällt in seinen Zuständigkeitsbereich.

Neben den Befugnissen, die die Satzungen ihm ausdrücklich verleihen, sorgt er für sämtliche Angelegenheiten der Gesellschaft, namentlich :

Er setzt das Kapital für die Errichtung eines jeden Dienstes fest,

Er beschließt die Ausgabe neuer Anteile der Kategorien « A » und « B »,

Er beschließt die Errichtung, die Übernahme und die Erweiterung der Wasserversorgungsdienste sowie, aufgrund des gleichlautenden Gutachtens der betreffenden beratenden Komitees, die Fusion ihrer Dienste,

Er erwirbt und veräußert die beweglichen und unbeweglichen Güter; er trifft jegliches Abkommen, tätigt jeglichen Kauf und schließt jegliches Geschäft ab für die Errichtung und die Bewirtschaftung der geschaffenen oder zu schaffenden Dienste,

Er nimmt die Anleihen auf und gibt Schuldverschreibungen aus; er leistet Sicherheiten als Bürgschaft für die von der Gesellschaft eingegangenen Verbindlichkeiten und nimmt die Sicherheiten an, die für ihr gegenüber eingegangene Verbindlichkeiten geleistet werden,

Er bestimmt die Anlage des verfügbaren Kapitals und verfügt über die Depositen und Kontokorrenteinlagen,  
Er bestimmt die Ordnungen in bezug auf die Organisation der Dienste sowie die verwaltungsmäßigen und Geschäftsordnungen,

Er setzt die Tarife fest und ändert sie ab,

Er bildet die technischen und anderen Komitees, die er für notwendig hält,

Er ernennt sämtliche Bediensteten und Angestellten, enthebt sie zeitweilig ihres Amtes und setzt sie ab; er legt ihre Gehälter,

Löhne und Gratifikationen fest und kann ihre Zuständigkeiten und Dienstposten bestimmen,

Er schlägt der Exekutive den Stellenplan sowie das verwaltungsmäßige und Besoldungsstatut der Bediensteten vor,

Er erteilt die Genehmigung zu gerichtlichen Klagen,

Er verhandelt, schließt Vergleiche und Schiedsverträge über alle Interessen der Gesellschaft; er nimmt alle Beträge und Wertpapiere an, die der Gesellschaft zustehen; er verzichtet auf die dinglichen Rechte, Vorzugsrechte und Nichtigkeitsklagen und erteilt die Genehmigung zur Löschung der Eintragung der Vorzugsrechte oder Hypotheken sowie zur Aufhebung der Auflassung hypothekarisch belasteter Grundstücke, der Pfändungen, der Zahlungssperre und aller anderen Hindernisse, ohne Zahlungen nachweisen zu müssen,

Er führt die Anerkennung der Gemeinnützigkeit herbei und nimmt mit der vorherigen Erlaubnis der Exekutive die Enteignungen im Namen der Gesellschaft vor. Jedes Jahr stellt er ein Inventar auf und erstellt die Jahresabrechnungen und einen Geschäftsbericht in der durch Artikel 77 der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften vorgeschriebenen Weise und übermittelt der Exekutive oder dem Mitglied, das diese zu diesem Zweck beauftragt, einen Bericht über die Geschäfte und die Lage der Gesellschaft. Diesem Bericht wird die letzte Bilanz beigelegt,

Er bestimmt den Betrag der eventuellen Vergütungen und Anwesenheitsgelder der Vertreter der Gesellschafter in den beratenden Komitees oder bei der Generalversammlung,

Er trifft alle Maßnahmen in Zusammenhang mit Artikel 2 Punkt 2 der vorliegenden Satzungen,

Er trifft alle Beschlüsse, die für die industrielle und kommerzielle Betreibung der der W.W.V.G. anvertrauten Wassergewinnungs-, Wasserzufuhr- und Wasserversorgungsanlagen für Rechnung von Dritten nützlich sind,

Bei jeder Ausgabe von B-Anteilen beschließt er, welche Vorteile diese Anteile genießen werden,

Er beschließt die Beteiligungen am Kapital von öffentlichen oder privaten Einrichtungen bzw. Gesellschaften, die direkt oder indirekt zu der Erfüllung des Zwecks der W.W.V.G. beitragen können,

Er legt der Generalversammlung der Gesellschafter jedes Jahr einen Bericht über den Stand der vorerwähnten Beteiligungen vor,

Er benennt seine Vertreter innerhalb der leitenden, Verwaltungs- und Kontrollorgane der Einrichtungen, Gesellschaften oder Regien, deren Geschäftsführung von der W.W.V.G. wahrgenommen wird oder an deren Kapital sie beteiligt ist,

Er sichert die Erfüllung der technischen Aufgaben ab, die die Wallonische Region der W.W.V.G. anvertraut hat,

Im Hinblick auf die Anwendung der Artikel 6 und 42 der vorliegenden Satzungen bestimmt sie den Zinssatz sowie die Anzahl Jahre, die als Grundlage für die Berechnung der von der Region, den Provinzen, den Gemeinden und den Interkommunalen gezeichneten Annuitäten zu berücksichtigen sind,

Er bestimmt ebenfalls den Zinssatz und die Anzahl Jahre, die als Grundlage für die Berechnung der fiktiven Annuität in bezug auf die von den Gemeinden und den Interkommunalen bzw. für sie geleisteten Einzahlungen von A-Anteilen zu berücksichtigen sind.

Art. 30. Für jeden in Betrieb befindlichen Dienst wird ein beratendes Komitee errichtet, dessen Vorsitz von einem Beauftragten des Verwaltungsrates geführt wird und das aus Gesellschaftern, die A- und B-Anteile besitzen, mit Ausnahme der Region und der Provinzen, zusammengesetzt ist.

Die Arbeitsweise dieser Komitees wird durch eine von der Generalversammlung genehmigte Regelung des Verwaltungsrates festgelegt.

Jedes Komitee tritt mindestens einmal im Jahr zusammen, um die Jahresabrechnungen zu prüfen.

Alle Komitees, die demselben dezentralisierten leitenden Organ unterliegen, werden mindestens einmal im Jahr zu einer Generalversammlung einberufen. Wenn der Dienst für die gesamte Gesellschaft zuständig ist, tagt das beratende Komitee vor der Sitzung der ordentlichen Generalversammlung am gleichen Ort.

Folgendes muß diesem Komitee unbedingt zur Begutachtung vorgelegt werden :

1° jedes Projekt in bezug auf die Ausweitung, den Abbau oder die Änderung des Dienstes,

2° jedes Projekt in bezug auf die Fusion eines Dienstes mit einem oder mehreren anderen Diensten,

3° jedes Projekt in bezug auf die Tarife für den Wasserverkauf,

4° die Begrenzung und die Verwendung des Vorsorgefonds des Dienstes,

5° jeder Vorschlag in bezug auf die Aufnahme eines neuen Mitglieds, das eventuell zum Dienst gehören würde,

6° jedes Rücktrittsgesuch oder jeder Vorschlag in bezug auf den Ausschuß eines Gesellschaftern, der zum Dienst gehört,

7° jedes Programm für Arbeiten in Zusammenhang mit dem Dienst,

Art. 40. § 1. Für jeden Wassergewinnungs-, Wasserzufuhr- oder Wasserversorgungsdienst und jede der anderen Tätigkeiten wird eine getrennte Rechnung in der Buchhaltung der Gesellschaft geführt.

§ 2. Der Anteil an den Gemeinkosten für jede andere Tätigkeit als die Wassergewinnung und die Wasserversorgung wird durch eine Vereinbarung oder notfalls vom Verwaltungsrat festgelegt.

§ 3. Nach Abzug der in § 2 bestimmten Beträge werden die Gemeinkosten unter die verschiedenen Wassergewinnungs-, Wasserzufuhr- und Wasserversorgungsdienste verteilt, und zwar im Verhältnis zu dem Betrag des in den Arbeiten für die Errichtung, Erweiterung und Verbesserung dieses Dienstes angelegten Kapitals, multipliziert mit einem Aufwertungskoeffizienten, der jährlich vom Verwaltungsrat festgesetzt wird.

Art. 40 bis. Die Gegenleistung für die Gesellschaftsanteile B, so wie sie vom Verwaltungsrat bestimmt wird, wird in der Betriebsrechnung des betreffenden Dienstes als Ausgabe aufgeführt.

Wenn das Kapital eines Dienstes ausschließlich aus B-Anteilen besteht, wird der Ertrag dieses Kapitals nach den gleichen Kriterien wie denjenigen, die für die Gemeinkosten gelten, unter die Dienste verteilt; dies gilt nicht, wenn eine vom Verwaltungsrat genehmigte Vereinbarung anders darüber beschließt.

Art. 41 Wenn die Rechnung eines Wassergewinnungs-, Wasserzufuhr- oder Wasserversorgungsdienstes mit einem negativen Saldo abgeschlossen wird, muß dieser von den Gesellschaftern dieses Dienstes, die A-Anteile gezeichnet haben, mit Ausnahme der Region und der Provinzen, in bar ausgeglichen werden.

Es wird von Artikel 1855 Absatz 2 des Zivilgesetzbuches und vom Ende von Artikel 144 der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften abgewichen.

In den Wassergewinnungs- und Wasserzufuhrdiensten wird der auszugleichende Betrag unter die kommunalen und interkommunalen Gesellschafter im Verhältnis zu den während des abgelaufenen Rechnungsjahres gelieferten Wassermengen verteilt.

In den Wasserversorgungsdiensten wird der auszugleichende Betrag unter die kommunalen und interkommunalen Gesellschafter im Verhältnis zu den auf ihrem jeweiligen Gebiet verbrauchten Wassermengen verteilt.

Er muß binnen zwei Monaten nach Vorlage der Rechnung durch die Gesellschaft gezahlt werden.

Wenn die Rechnung für eine andere Tätigkeit als die Wassergewinnung, Wasserzufuhr bzw. Wasserversorgung mit einem negativen Saldo abgeschlossen wird, geht dieser zu Lasten der Gemeinkosten, es sei denn, es ist in einer von dem Verwaltungsrat genehmigten Vereinbarung anders darüber beschlossen worden.

Art. 42. Nach Abzug der Ausgaben werden die Mehreinnahmen eines jeden Wassergewinnungs-, Wasserzufuhr- und Wasserversorgungsdienstes dazu dienen :

1. einen gemeinsamen Reservefonds für alle Dienste in Höhe eines 1/20 dieses Überschusses zu bilden. Diese Entnahme muß nicht mehr vorgenommen werden, sobald der Reservefonds das Zehntel des Gesellschaftskapitals erreicht hat.

2. eine Dividende an diejenigen dieses Dienstes, die A-Anteile besitzen, die Region und die Provinzen ausgenommen, auszuschütten, es sei denn, es handelt sich um Anteile, die diese Behörden vorübergehend anstelle der Gemeinden gezeichnet haben, deren Beitritt nicht sofort erfolgen konnte.

Die Dividende wird im Verhältnis zu den finanziellen Lasten berechnet, die jeder Gesellschafter, der A-Anteile besitzt, während des betreffenden Rechnungsjahres getragen hat. Für diese Berechnung kann der Verwaltungsrat jede Barzahlung für die Einzahlung von Anteilen in eine fiktive Annuität umwandeln. Der Verwaltungsrat kann ebenfalls die Finanzaufwendungen in bezug auf die Anleihen berücksichtigen, die eine assoziierte Gemeinde für die Wassergewinnung und die Wasserversorgung aufgenommen hat.

Für die Gemeinden und die Interkommunalen oder für die Anteile, die die Region oder die Provinzen zugunsten der Gemeinden gezeichnet haben, ist die Dividende jedoch begrenzt auf die Summe, die den Zinsen und der Tilgung der geleisteten Einzahlungen oder dem Betrag der gezeichneten Annuität entspricht. Bei vollständiger Tilgung ihrer Gesellschaftsanteile wird sie nicht mehr ausgeschüttet.

Für die öffentlichen Sozialhilfezentren und die privatrechtlichen Personen ist die Dividende auf 4 % der Leistungen für die Einzahlung von A-Anteilen begrenzt.

3. Wenn nach dieser Ausschüttung ein Überschuß übrigbleibt oder wenn die den Gesellschaftern zugeteilte Dividende für ein voriges Rechnungsjahr unter den in § 2 festgelegten Grenzen geblieben ist, kann die Generalversammlung auf Vorschlag des Verwaltungsrates und nach Stellungnahme des beratenden Komitees den Überschuß bis höchstens zur Hälfte für die Zahlung einer zusätzlichen Dividende für das betreffende Rechnungsjahr bestimmen, wobei die gesetzlichen Grenzen nicht überschritten werden dürfen.

Die zusätzliche Dividende wird gegebenenfalls unter die Gesellschafter des Dienstes im Verhältnis zu den nicht gedeckten Finanzaufwendungen aus der Vergangenheit verteilt, ohne die Finanzaufwendungen des Rechnungsjahres zu berücksichtigen.

Der restliche Überschuß wird für die Bildung eines Vorsorgefonds für jeden Dienst bestimmt.

Die Höchstgrenze des Vorsorgefonds wird nach Stellungnahme des beratenden Komitees des Dienstes vom Verwaltungsrat festgesetzt.

4. Wenn die Höchstgrenze des Vorsorgefonds erreicht ist, wird der restliche Überschuß des Dienstes auf Vorschlag des Verwaltungsrates und nach Stellungnahme des betreffenden beratenden Komitees den Gemeinden, den Interkommunalen und den privatrechtlichen Personen, die Kunden dieses Dienstes sind, rückvergütet.

Art. 42bis. Nach Entnahme der gesetzlichen Rücklage wird der Aktivsaldo der Rechnungen für die anderen Tätigkeiten als die Wassergewinnung, -zufuhr oder -versorgung zur eventuellen Deckung der vorherigen Passivsaldoen verwendet, die gemäß Artikel 41 zu Lasten der Gemeinkosten gegangen sind. Der restliche Überschuß wird einem Entwicklungsfonds zugeführt, dessen Verwendungszweck von der Generalversammlung der Gesellschafter auf Vorschlag des Verwaltungsrates bestimmt wird.

#### VERTALING

N. 92 — 1008

[C — 27158]

#### 5 DECEMBER 1991. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende goedkeuring van wijzigingen in de statuten van de « Société wallonne des Distributions d'Eau » (Waalse Maatschappij voor Watervoorzieningen)

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 23 april 1986 houdende oprichting van een « Société wallonne des Distributions d'Eau » (Waalse Maatschappij voor Watervoorzieningen), gewijzigd bij het decreet van 25 juli 1991, inzonderheid op artikel 3, § 2;

Gelet op de wet van 20 juli 1991 houdende sociale en diverse bepalingen, inzonderheid op de artikelen 169 en volgende;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 december 1986 houdende goedkeuring van wijzigingen in de statuten van de « Société wallonne des Distributions d'Eau » (Waalse Maatschappij voor Watervoorzieningen);

Gelet op de uitgifte van de beslissing tot wijziging van de statuten goedgekeurd door de buitengewone algemene vergadering van 12 november 1991 van de « Société wallonne des Distributions d'Eau » (Waalse Maatschappij voor Watervoorzieningen);

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

Besluit :

**Artikel 1.** De wijzigingen in de statuten van de « Société wallonne des Distributions d'Eau » (Waalse Maatschappij voor Watervoorzieningen), zoals vastgesteld in de beslissing van de buitengewone algemene vergadering van voornoemde Maatschappij bij haar zitting van 12 november 1991 en hierna volgend in de bijlage overgenomen, zijn goedgekeurd.

**Art. 2.** De Minister, Lid van de Waalse Gewestexecutieve, tot wiens bevoegdheid het Water behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 december 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,  
belast met Plaatselijke Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN der BIEST

Bijlage

« SOCIÉTÉ WALLONNE DES DISTRIBUTIONS D'EAU »  
(WAAELSE MAATSCHAPPIJ VOOR WATERVOORZIENINGEN)

Burgerlijke maatschappij  
opgericht onder de vorm van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid

*Uitreksel uit het proces-verbaal van de buitengewone algemene vergadering  
gehouden op 12 november 1991 te Verviers (punt 2 van de agenda)*

Eenparige goedkeuring door de buitengewone algemene vergadering van wijzigingen in de statuten, zoals zij bij de zitting werden gewijzigd, voorgesteld door de raad van bestuur welke betrekking hebben op de artikelen 1, 2, 3bis (nieuw), 4, 4bis (nieuw), 5, 6, 9, 12, 13, 14, 17, 18, 30, 40, 40bis (nieuw), 41, 42 en 42bis (nieuw).

De secretaris,  
M. Deconinck.

STATUTEN VAN DE « SOCIÉTÉ WALLONNE DES DISTRIBUTIONS D'EAU »  
(WAAELSE MAATSCHAPPIJ VOOR WATERVOORZIENINGEN)  
(Uittreksels)

Artikel 1. § 1. Er wordt een vereniging onder de naam « Société wallonne des Distributions d'Eau » (Waalse Maatschappij voor Watervoorzieningen) opgericht onder de vorm van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid tussen het Waalse Gewest, de provincies, de gemeenten, de intercommunale verenigingen, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de particulieren die maatschappelijke aandelen van de Nationale Maatschappij voor Watervoorzieningen bezitten en die onder het Waalse Gewest ressorteren of met deze statuten zullen instemmen.

Haar maatschappelijke zetel is te Verviers, rue de la Concorde 41, gevestigd.

§ 2. Gecentraliseerde besturen zijn opgericht door de raad van bestuur. Het wordt afgeweken van artikel 4 van de wetten op de handelsvennootschappen.

Art. 2. De Maatschappij heeft als opdracht :

1° het bestuderen, het oprichten en het ondernemen van openbare waterproductie-, watertoevoer- en watervoorzieningsdiensten in het Waalse Gewest;

2° het bestuderen en het oprichten van watertoevoer- en watervoorzieningsnetten buiten het Waalse Gewest voor rekening van derden;

3° elke technische opdracht waarvan de Executieve de aard en de uitvoeringsmodaliteiten bepaalt die het Waalse Gewest in de mogelijkheid stelt het aantal eenheden verontreinigende stoffen vast te stellen met het oog op de berekening van de belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater;

4° belangen verwerven in openbare of private, bestaande of op te richten, Belgische of internationale instellingen of maatschappijen die aan het verwezenlijken van haar maatschappelijk doel rechtstreeks of onrechtstreeks kunnen bijdragen;

5° de industriële of handelsonderneming van waterproductie- en watertoevoerinstallaties voor rekening van derden;

6° de levering van water aan watervoorzieningsmaatschappijen die bij de vereniging niet worden aangesloten, met inbegrip van watervoorzieningsmaatschappijen die een buiten het Waalse Gewest gelegen grondgebied voorzien.

Zij kan alle opdrachten die tot haar maatschappelijk doel betrekking hebben, verrichten.

Art. 3bis. De Maatschappij moet in haar maatschappelijke zetel een register bijhouden waarvan de vennoten ter plaatse inzage kunnen nemen en waarin voor ieder van hem worden aangetekend :

1° de naam, voornamen of handelsnaam en de woonplaats;

2° de datum van toetreding, uittreding of uitsluiting;

3° het aantal maatschappelijke aandelen waarvan hij houder is, alsmede de inschrijvingen op nieuwe aandelen, de terugbetalingen en de overgangen van aandelen met opgave van de datum;

4<sup>o</sup> het bedrag van de stortingen op aandelen en de gelden die als terugbetaling van aandelen worden teruggenomen.

De directeur-generaal wordt belast met de inschrijvingen in het register.

Die inschrijvingen geschieden op grond van documenten met bewijskracht, die gedagtekend en ondertekend zijn. Zij vinden plaats in de volgorde van hun datum van voorlegging.

Aan de aandeelhouders die schriftelijk erom vragen, verstrekt de directeur-generaal een afschrift van de inschrijvingen in het register van de vennoten die op hen betrekking hebben. Deze afschriften kunnen niet als bewijs tegen de vermeldingen in het register van de vennoten gebruikt worden.

Art. 4. Onverminderd artikel 19 van het decreet van 23 april 1900 houdende oprichting van de « S.W.D.E. » is het maatschappelijk kapitaal samengesteld uit aandelen A en aandelen B die in zoveel reeksen aandelen als er onderscheiden waterproduktie-, watertoevoer- en watervoorzieningsdiensten bestaan of waarvan het doel noodzakelijk is voor het verwezenlijken van de in artikel 2 van die statuten bepaalde opdrachten; die aandelen mogen ingeschreven worden door het Gewest, de provincies, de intercommunale verenigingen, de gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de particulieren. De vennoten staan slechts voor de schulden van de vennootschap in tot het beloop van hun inbrengen. Het wordt afgeweken van artikel 147ter van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Het kapitaal van de vennootschap is onbeperkt.

Art. 4bis. Onverminderd de verhouding van de inbrengen van de verschillende partijen in de oprichting van het maatschappelijk kapitaal beschikken het Gewest, de provincies en de gemeenten altijd over de meerderheid van stemmen in de verscheidene bestuurs- en controleorganen van de vennootschap.

Art. 5. § 1. Het maatschappelijk kapitaal moet minimum tien miljard frank bedragen. Het maatschappelijk aanvankkapitaal is vastgesteld op 15 341 555 000 frank. Het maatschappelijk kapitaal bestaat uit aandelen A op naam van elk duizend frank en uit aandelen B op naam van elk één miljoen frank.

Een aantal maatschappelijke aandelen gelijk aan het minimum kapitaal moet op elk ogenblik geheel geplaatst en volgestort zijn.

§ 2. Inbrengen in natura komen niet in aanmerking voor vergoeding door aandelen die het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen, tenzij zij bestaan uit vermogenbestanddelen die naar economische maatstaven kunnen worden gewaardeerd, met uitsluiting van verplichtingen tot het verrichten van werken of van diensten.

Het wordt afgeweken van de artikelen 147bis, § 2, 147quater en 147sexies van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Art. 6. Wat de aan iedere dienst toekomende aandelen A betreft, moeten de stortingen op aandelen verricht worden op de datums vastgesteld door de raad van bestuur mits opzegging van één maand; het Gewest, de provincies, de gemeenten en verenigingen van gemeenten hebben de mogelijkheid hun inbrengen met jaarlijkse stortingen af te lossen.

De titels van de ingeschreven jaarrenten worden onmiddellijk aan de Maatschappij afgegeven. Ze zijn onvervreemdbaar.

Art. 9. De maatschappelijke aandelen A kunnen slechts met instemming van de raad van bestuur aan de verenigde provincies, gemeenten of intercommunale verenigingen overgedragen worden.

De maatschappelijke aandelen B kunnen slechts met instemming van de raad van bestuur aan vennoten overgedragen worden. Wanneer die aandelen geheel volgestort zijn en wanneer de inschrijver op aandelen, via de toekenning van een winstaandeel, de in de volstortingsvoorwaarden van die aandelen bepaalde bedragen geheel heeft teruggekregen, worden die aandelen van ambtswege ter beschikking van de raad van bestuur gesteld die, op advies van het adviescomité van de betrokken dienst, die aandelen tussen de verenigde gemeenten en intercommunale verenigingen van de betrokken dienst verdeelt.

Art. 12. Elke nieuwe vennoot moet, bij zijn toetreding, op het bedrag van zijn aandeel, een bedrag storten dat proportioneel gelijk is aan de gevraagde stortingen op het deel in het kapitaal A van de andere vennoten van de dienst tot dewelke hij zal behoren.

De volstortingsvoorwaarden van de aandelen B die door een nieuwe vennoot worden ingeschreven worden vastgesteld door de raad van bestuur.

Art. 13. Elke uitredingsaanvraag van een vennoot wordt voorgelegd aan de raad van bestuur op advies van het adviescomité van de dienst waarvan de betrokkene deel uitmaakt.

De beslissing van de raad van bestuur wordt met redenen omkleed en moet door de Executieve goedgekeurd worden.

Zo de raad van bestuur de uitreding van een vennoot weigert, kan deze laatste beroep instellen bij de Executieve.

In afwijking van artikel 153 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen zal het bedrag van het aan de uitgetreden vennoot terug te betalen aandeel vastgesteld worden door de raad van bestuur na advies van het adviescomité van de dienst.

Wordt echter als uitgetreden vennoot van ambtswege beschouwd de houder van aandelen B waarvan alle aandelen met toepassing van artikel 9 van die statuten ter beschikking van de raad van bestuur werden gesteld.

Art. 14. Wanneer een vennoot de verplichtingen tegenover de Maatschappij niet nakomt, mag de raad van bestuur, na advies van het adviescomité van de dienst waartoe hij behoort en onder voorbehoud van goedkeuring door de algemene vergadering, hem uitsluiten met een met redenen omklede beslissing, behalve wanneer de uitgesloten vennoot beroep heeft ingesteld bij de Executieve.

In afwijking van artikel 153 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen wordt het bedrag van het aan de uitgesloten vennoot terug te betalen aandeel vastgesteld door de raad van bestuur na advies van het adviescomité.

Het wordt afgeweken van artikel 152 van de gecoördineerde wetten.

Art. 17. § 1. De leden van de raad van bestuur worden benoemd en kunnen afgezet worden voor de helft, waaronder de voorzitter, door de Executieve, en voor de helft door de algemene vergadering van de vennoten, met uitsluiting van het Gewest.

§ 2. Ten minste zes bestuurders worden aangeduid onder de burgemeesters, schepenen, gemeenteraadsleden, voorzitters en leden van de raden voor maatschappelijk welzijn van de OCMW's van de verenigde gemeenten.

§ 3. De raad van bestuur duidt een eerste en een tweede ondervoorzitter aan onder zijn leden.

§ 4. De voorzitter, ondervoorzitters en de andere bestuurders worden benoemd voor zes jaar; hun mandaat mag voor dezelfde termijn eenwiel hernieuwd worden.

§ 5. Om de drie jaar en voor de eerste maal drie jaar na de eerste gewone algemene vergadering stellen zes raadsleden, waarvan drie bij de vorming van de Executieve en drie bij de vorming van de vergadering, hun opdracht ter beschikking. De orde van aftreden zal voor de eerste maal bij loting bepaald worden.

§ 6. Wanneer een opdracht van bestuurder bij de vorming van de algemene vergadering vrijkomt, mag de raad van bestuur tijdelijk in de vervanging voorzien; op de eerstvolgende vergadering gaat de algemene vergadering over tot de definitieve verkiezing.

§ 7. Hij die aangewezen is om een voorzitter, een ondervoorzitter of een bestuurder te vervangen vóór het verstrijken van zijn opdracht doet de tijd uit van de onderbroken opdracht.

§ 8. De bestuurder die benevens gemeenteraadslid of lid van de raad voor maatschappelijk welzijn is en die deze hoedanigheid zou verliezen wordt van ambtswege ontslagnemer en vervangen op de eerstvolgende algemene vergadering na het verlies van deze hoedanigheid.

§ 9. De raad van bestuur kan met instemming van de algemene vergadering van de vennoten onderzoekers machtigen de zittingen van raad met raadgevende stem bij te wonen.

Art. 18. De raad van bestuur heeft de meest uitgebrachte macht om de Maatschappij te beheren en te besturen. De raad is bevoegd voor alle beslissingen en maatregelen die door de statuten niet uitdrukkelijk aan de algemene vergadering toegewezen worden.

Benevens de bevoegdheden, hem uitdrukkelijk toegekend door de statuten, voorziet de raad van bestuur in de volgende maatschappelijke zaken, met name :

- de vaststelling van het kapitaal verbonden aan het oprichten van elke dienst;
- hij beslist over de uitgifte van nieuwe aandelen A en B;
- hij beslist over het oprichten, het overnemen en het uitbreiden van watervoorzieningsdiensten, alsmede op eensluidend advies van de betrokken adviescomités, over het samenvoegen van hun diensten;
- de verwerving en de vervreemding van roerende en onroerende goederen; het sluiten van overeenkomsten, aankopen en opdrachten met het oog op het vestigen en ondernemen van de opgerichte of op te richten diensten;
- het aangaan van leningen en de uitgifte van obligaties; het stellen van waarborgen voor de verbintenissen die de Maatschappij heeft aangegaan en het stellen van waarborgen voor de verbintenissen die tegenover haar worden aangegaan;
- hij bepaalt de wijze waarop de beschikbare gelden worden belegd en beschikt over de in deposito of op een rekening-courant gegeven gelden;
- de vaststelling van de reglementen en voorwaarden in verband met de inrichting van de diensten, alsmede de bestuursreglementen en de reglementen van inwendige orde;
- de vaststelling en wijziging van de tarieven;
- de oprichting van de technische comités en van de andere comités die hij nodig acht;
- de benoeming, de schorsing en het uittreden van de personeelsleden, de vaststelling van hun wedden, lonen en gratificaties; de raad kan ook hun bevoegdheden en bestemmingen bepalen;
- hij stelt de personeelsformatie evenals het administratief en geldelijk statuut van de beambten aan de Executieve voor;
- hij laat het voeren van rechtsgedingen toe;
- hij onderhandelt en gaat dadingen en compromissen aan betreffende alle interessen van de Maatschappij;
- hij krijgt alle sommen en waarden die ten goede van de Maatschappij vallen; hij doet afstand van zakelijke rechten, voorrechten en rechtsoverdrachten tot ontbinding en verleent de opheffing van alle bevoorrechte of hypothecaire inschrijvingen, overdrachten, beslagleggingen, van elk verzet en van andere belemmeringen zonder de betaling te moeten rechtvaardigen;
- hij vordert de verklaringen van openbaar nut en onteigent met voorafgaande instemming van de Executieve, in naam van de Maatschappij;
- elk jaar maakt hij volgens de in artikel 77 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen voorgeschreven vormen, een inventaris, de jaarrekeningen en een beheersverslag op en richt aan de Executieve of aan het lid dat zij daartoe afvaardigt, een verslag over de verrichtingen en de toestand van de Maatschappij. De laatste balans wordt erbij gevoegd;
- de vaststelling van de uitkeringen en van het eventueel presentiegeld van de afgevaardigden van de vennoten bij de adviescomités en bij de algemene vergadering;
- hij treft alle maatregelen met betrekking tot artikel 2, 2<sup>o</sup>, van die statuten;
- hij neemt de beslissingen die nuttig zijn voor de industriële en handelsonderneming voor rekening van derden van de waterproductie-, toevoer- en -voorzieningsinstallaties die aan de « S.W.D.E. » (W.M.W.V.) worden toevertrouwd;
- hij beslist bij elke uitgifte van aandelen B over de voordelen die deze aandelen zullen genieten;
- hij beslist over de participaties in het kapitaal van andere openbare of private instellingen of maatschappijen die direct of indirect tot het maatschappelijk doel van de « S.W.D.E. » kunnen medewerken;
- hij legt elk jaar een verslag voor aan de algemene vergadering over de toestand van de hiervoor vermelde participaties;
- hij wijst zijn vertegenwoordigers aan bij de directie-, bestuurs- of controleorganen, openbare maatschappijen of bedrijven die de « S.W.D.E. » beheert of waarin zij participatie heeft genomen;
- hij zorgt voor de goede afloop van de technische opdrachten die door het Waalse Gewest aan de « S.W.D.E. » worden toevertrouwd;
- met het oog op de toepassing van de artikelen 8 en 42 van die statuten, de vaststelling van de rentevoet, alsmede het in aanmerking te nemen aantal jaren voor de berekening van de door het Gewest, de provincies, gemeenten en intercommunale verenigingen ingeschreven annuïteiten;
- hij stelt ook de voet en het in aanmerking te nemen aantal jaren vast voor de berekening van de fictieve annuïteit verbonden aan de door de gemeenten en intercommunale verenigingen of rechtens haar verrichte storting, voor de volstorting van de aandelen A.

Art. 30. Voor iedere dienst in exploitatie wordt een adviescomité opgericht; het wordt voorgezeten door een afgevaardigde van de raad van bestuur en samengesteld uit vennoten die maatschappelijke aandelen A en B bezitten, met uitsluiting van het Gewest en van de provincies.

De werking van die comités wordt vastgesteld door een door de raad van bestuur opgemaakt reglement welke door de algemene vergadering wordt goedgekeurd.

Elk comité vergadert ten minste eenmaal per jaar om de jaarrekeningen te onderzoeken.

Alle comités die onder eenzelfde gedecentraliseerd bestuur ressorteren, worden ten minste eenmaal per jaar bijeengeroepen voor een gemeenschappelijke vergadering. Wanneer de dienst bevoegd is voor de hele Maatschappij wordt de gewone algemene vergadering voorafgegaan door de vergadering van het adviescomité die op dezelfde plaats wordt gehouden.

Aan het advies van dit comité worden verplicht onderworpen :

- 1° ieder ontwerp tot uitbreiding, inkrimping of wijziging van de dienst;
- 2° ieder ontwerp tot samenstelling van de dienst met één of verschillende diensten;
- 3° ieder ontwerp tot wijziging in de verkoopstarieven van water;
- 4° de begrenzing en de aanwending van het voorzorgsfonds van de dienst;
- 5° ieder voorstel tot toetreding van een nieuw lid dat van de dienst eventueel deel zou uitmaken;
- 6° ieder verzoek tot uittreding of ieder voorstel tot uitsluiting van een vennoot die van de dienst deel uitmaakt;
- 7° ieder werkprogramma hebbende een belang voor de dienst.

Art. 40. § 1. Voor elke onderscheiden waterproductie-, watertoevoer- of watervoorzieningsdienst en voor ieder van de andere activiteiten wordt in de maatschappelijke boekhouding een bijzondere rekening bijgehouden.

§ 2. Het aandeel van elke andere activiteit dan waterproductie-, watertoevoer en watervoorziening in de algemene kosten wordt vastgesteld bij overeenkomst of, bij gebrek daarvan, door de raad van bestuur.

§ 3. Na aftrek van de in § 2 bepaalde bedragen worden de algemene kosten verdeeld tussen de verschillende waterproductie-, watertoevoer- en watervoorzieningsdiensten naar rata van het bedrag van de in de oprichtings-, uitbreidings- en verbeteringswerken van de dienst geïnvesteerde kapitalen, vermeerderd met een herwaardeeringscoëfficiënt die jaarlijks vastgesteld is door de raad van bestuur.

Art. 40bis. De bezoldiging van de maatschappelijke aandelen B zoals vastgesteld door de raad van bestuur wordt ingeschreven als uitgave in de exploitatierekening van de betrokken dienst.

Wanneer het kapitaal van een dienst uitsluitend uit aandelen B samengesteld is, wordt de bezoldiging van dit kapitaal verdeeld tussen de diensten volgens dezelfde criteria als de algemene kosten, behalve indien een door de raad van bestuur goedgekeurde overeenkomst daarover anders beslist.

Art. 41. Wanneer de rekening van een waterproductie-, watertoevoer- of watervoorzieningsdienst met een nadelig saldo wordt afgesloten, moet dit laatste door de inschrijvers op aandelen A van die dienst, met uitsluiting van het Gewest en van de provincies, in speciën aangezuiverd worden.

Er wordt van artikel 1855, alinea 2, van het Burgerlijk Wetboek afgeweken en van artikel 144 in fine van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

In de waterproductie- en watertoevoerdiensten wordt het aan te zuiveren bedrag verdeeld tussen de gemeentelijke en intercommunale vennoten evenredig met de gedurende het afgelopen boekjaar voorziene hoeveelheden water.

In de watervoorzieningsdiensten wordt het aan te zuiveren bedrag verdeeld tussen de gemeentelijke en intercommunale vennoten evenredig met de op hun respectievelijk grondgebied gebruikte hoeveelheden water.

Het moet binnen twee maanden met ingang van de overlegging van de rekening door de Maatschappij betaald worden.

Wanneer de rekening van een andere activiteit dan waterproductie-, watertoevoer of watervoorziening met een nadelig saldo wordt afgesloten, komt dit saldo ten laste van de algemene kosten, behalve wanneer het anders werd besloten in een door de raad van bestuur goedgekeurde overeenkomst.

Art. 42. Na aftrek van de uitgaven zal het overschot van ontvangsten van elke dienst dienen om :

1. De oprichting van een gemeenschappelijk reservefonds voor alle diensten ten belope van 1/20e van dit overschot. Wanneer het reservefonds 1/10e van het maatschappelijk kapitaal bereikt, worden geen inhoudingen meer toegepast.

2. Een winstaandeel aan de houders van aandelen A van die dienst, met uitsluiting van het Gewest en van de provincies, toe te kennen tenzij het aandeel betreft die tijdelijk ingeschreven werden door openbare overheden rechtens de gemeenten waarvan de toetreding niet onmiddellijk bekomen werd.

Het winstaandeel zal berekend worden naar rata van de financiële lasten die gedurende het betrokken boekjaar ten laste van elke vennoot die aandelen A bezit, zijn gekomen. Voor deze berekening kan de raad van bestuur elke storting in geld in volstorting van aandelen veranderen in fictieve annuïteit. De raad van bestuur kan ook de financiële lasten van de leningen aangaan door een verenigde gemeente voor waterproductie en -toevoer in aanmerking nemen.

Voor de gemeenten en intercommunale verenigingen of voor de door het Gewest of de provincies ten ontlasting van de gemeenten ingeschreven aandelen zal het winstaandeel nochtans het bedrag dat met de rentevoet en de aflossing van de verrichte stortingen of met het bedrag van de ingeschreven annuïteit overeenstemt, niet overschrijden. Het winstaandeel zal niet meer toegekend worden wanneer hun maatschappelijke aandelen volledig afgelost zullen zijn. Voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de particulieren mag het winstaandeel niet meer bedragen dan 4 % van de in volstorting van aandelen A verrichte stortingen.

3. Zo er na de toekenning van het winstaandeel nog een overschot blijft en zo het voor een vroeger boekjaar aan de vennoten toegekende winstaandeel lager is gebleven dan de in § 2 vastgestelde grenzen, mag de algemene vergadering op voorstel van de raad van bestuur en na advies van het betrokken adviescomité het overschot aanwenden tot maximum de helft voor de betaling van een bijkomend winstaandeel voor het betrokken boekjaar zonder dat de wettelijke grenzen mogen overschreden worden.

In voorkomend geval wordt het bijkomend winstaandeel verdeeld tussen de vennoten van de dienst naar rata van de vroegere ongedekte financiële lasten zonder rekening te houden met de financiële lasten van het boekjaar.

Het overschot wordt aangewend voor de oprichting in elke dienst van een voorzorgsfonds.

De maximumgrens van het voorzorgsfonds zal bepaald worden door de raad van bestuur na advies van het adviescomité van de dienst.

4. Wanneer de maximumgrens van voornoemd voorzorgsfonds bereikt is, wordt het overschot van de dienst terugbetaald, op voorstel van de raad van bestuur en na advies van het betrokken adviescomité, aan de gemeenten, intercommunale verenigingen en aan de particulieren die klant zijn van deze dienst.

Art. 42bis. Na aftrek van de wettelijke reserve wordt het batig saldo van de rekeningen van de andere activiteiten dan waterproductie-, watertoevoer of watervoorziening aangewend voor de eventuele dekking van de vroegere verliezen die overeenkomstig artikel 41 ten laste van de algemene kosten zijn gekomen. Het overschot wordt bestemd voor een bevorderingsfonds waarvan de aanwending door de algemene vergadering van de vennoten op voorstel van de raad van bestuur wordt besloten.